



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 26 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE

Le Haut Montigné
35370 Torcé

Références : 2024-412_Vandemoortele_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301501

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE implanté Z A Les Grouas 72190 Neuville-sur-Sarthe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VANDEMOORTELE BAKERY PRODUCTS FRANCE
- Z A Les Grouas 72190 Neuville-sur-Sarthe
- Code AIOT : 0006301501
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site existe depuis 1991. Depuis 2008, le site appartient au groupe belge Vandermoortele. Le site comprend le bâtiment de production (trois lignes de fabrication de produits à base de pâte feuilletée ou de pâte briochée, la zone de stockage des produits finis en froid négatif, la zone de stockage de beurre en froid positif, le stockage des matières premières), la salle des machines où se trouvent les installations « ammoniac », les silos de stockage de matières premières en vrac, la station d'épuration interne au site et le local de sprinklage.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Actions à mener en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.b	/	Demande d'action corrective	3 mois
3	Plan d'entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1 b	/	Demande d'action corrective	3 mois
4	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1 b	/	Demande d'action corrective	3 mois
7	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Point 7.2 de l'annexe	/	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
8	Surveillance des substances dangereuses dans l'eau (Micropolluants)	Lettre du 12/05/2021, article /	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Analyse Méthodique des Risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1 a	Sans objet
5	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2 c	Sans objet
6	Analyse légio : fréquence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de la présente visite d'inspection, des écarts ont été constatés sur les modalités d'exploitation des installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau et sur la qualité des rejets d'effluents aqueux en sortie de la station d'épuration. L'exploitant devra mettre en œuvre les actions correctives permettant de garantir, de manière pérenne, un retour à la conformité réglementaire. Compte tenu de l'importance et de la fréquence des dépassements observés sur les rejets d'effluents aqueux, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Actions à mener en cas de prolifération de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives mises en œuvre. Il procède à des actions curatives, recherche à nouveau la cause de dérive, met en place des actions correctives, et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive. La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.
Constats : Par courriel automatique en date du 05 septembre 2024, l'inspection des installations classées a été informée par l'application GIDAF de la situation suivante concernant l'établissement Vandemoortele : "Circuit concerné : Circuit 2 - Modèle VXC 562 - Vanne sur purge 1er dépassement le 03 juin 2024 : 20000 UFC/l (résultat définitif) 2ème dépassement le 18 juillet 2024 : 15000 UFC/l (résultat définitif) 3ème dépassement le 26 août 2024 : 95000 UFC/l (résultat définitif) Actions curatives et correctives mises en oeuvre ou prévues : Demande d'un nettoyage complet des 2 TAR par prestataire externe. Suivi des TAR par un nouveau prestataire : l'AMR sera révisée entièrement ainsi que la stratégie de traitement. Audit réalisé par prestataire. Mise en place d'analyse tous les 15 jours jusqu'à obtenir 3 résultats conformes consécutif Un rapport complet de la situation sera envoyé à la DREAL." Dès le début de la visite d'inspection, il a été rappelé à l'exploitant qu'il est tenu d'informer l'inspection des installations classées par courriel en cas de trois dépassements successifs. Selon l'exploitant, un message devait prochainement être envoyé. L'exploitant déclare que, suite au dépassement survenu en Octobre 2023 au droit du circuit n°2 (5 000 UFC/l), un traitement choc, tel que prévu en cas de niveau II, a été réalisé (4 l/m ³ de l'Oxyde B 322M (Biocide non oxydant)). En parallèle, la société Odyssée Environnement, qui

assiste l'exploitant dans le pilotage des Tours Aéroréfrigérantes, a été sollicitée. En décembre 2023, sur les conseils de la société Odyssée Environnement, l'exploitant déconnecte deux adoucisseurs présents en entrée du réseau d'eau des deux TARs. Selon l'exploitant, la société Odyssée Environnement a recommandé la suppression de ces équipements car d'une part, l'eau est déjà adoucie par d'autres adoucisseurs en amont du réseau et d'autre part, le TH (dureté de l'eau) serait trop bas (proche de 0), ce qui entraînerait une dégradation des équipements.

L'Analyse Méthodique des Risques actualisée le 29 novembre 2023 renseigne bien cette modification apportée aux deux installations. Toutefois, la modification de la qualité de l'eau (Passage d'un TH de 0 à 7) et la création de bras morts n'ont pas entraîné de révision des plans d'entretien et de surveillance (ni de la stratégie de traitement). Cette situation n'est pas conforme.

Compte tenu des nouveaux dépassements survenus en décembre 2023, janvier 2024 et avril 2024 sur les deux circuits (entre 1400 et 36 000 UFC/l), l'exploitant s'interroge sur l'influence des bras morts créés suite à la suppression des deux adoucisseurs et décide le 27 mai 2024 du démontage des canalisations concernées. Suite à ces dépassements, un nettoyage complet des deux installations a également été réalisé le 30 avril 2024.

Malgré les actions curatives et correctives menées, de nouveaux dépassements surviennent au droit des deux circuits, dont trois consécutifs au droit du circuit n°2. L'exploitant déclare avoir réalisé un traitement choc le 28 août 2024 juste après le 3^e prélèvement d'échantillon entraînant trois dépassements consécutifs. Un nouveau prélèvement a été réalisé le 02/09/2024 au droit des deux circuits. Les résultats définitifs reçus le 11/09/2024 mettent en évidence une réduction des concentrations *Legionella pneumophila* (5500 et 1600 UFC/l) mais toujours pas une maîtrise totale du risque (inférieure à 1000 UFC/l) en l'absence d'identification précise de la (ou les) cause(s) de la dérive.

En l'absence de retour de la société Odyssée Environnement dans l'accompagnement de cette situation, l'exploitant a fait le choix de faire appel à un nouveau prestataire, la société Véolia. Des échanges sont en cours avec ce prestataire afin de diagnostiquer les deux installations, de mettre à jour l'AMR, le plan d'entretien et de surveillance et d'identifier la (ou les) cause(s) de la dérive (audit avec la société Véolia le 18/09/2024). Cette mise à jour devra prendre en compte l'état dégradé des tours de refroidissement ainsi que la modification du TH suite à la suppression des deux adoucisseurs.

Une surveillance de la concentration en *Legionella pneumophila* dans les eaux des deux circuits est réalisée tous les 15 jours. Compte tenu de l'absence d'identification précise de la (ou les) cause(s) de la dérive, l'exploitant réalise périodiquement un traitement choc à l'aide du biocide non oxydant tout en maintenant le traitement en continu via le biodispersant/anti-tarte/anti-corrosion et via le biocide oxydant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des constats dressés, il est attendu que l'exploitant mette à jour sous un délai de deux mois son Analyse Méthodique des Risques, son plan d'entretien, son plan de surveillance et sa stratégie de traitement et qu'il tienne informée mensuellement l'inspection des installations classées de l'état d'avancement des actions correctives qui seront définies avec l'appui du nouveau prestataire.

Le retour à un fonctionnement normal des deux installations de refroidissement est attendu pour la fin d'année 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Analyse Méthodique des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1 a
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.
Constats : Par courriel du 05/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection l'Analyse Méthode des Risques (AMR) associée aux deux circuits de refroidissement (circuits n°1 et n°2). La version transmise a été mise à jour le 29/11/2023. Cette analyse a été rédigée avec l'appui du bureau d'étude Odyssee Environnement. Les principales caractéristiques des circuits sont : TARs uniquement dédiées au refroidissement des compresseurs NH ₃ , utilisation d'eau du réseau public avec adoucissement, 3 m ³ d'eau par circuit (volume d'eau très faible), Modèle de TAR récent (Année 2013). Après examen de l'AMR, celle-ci comprend l'ensemble des éléments attendus et définis au présent article. Deux observations sont néanmoins formulées : <ul style="list-style-type: none">• Incohérence entre les dates de visites des installations ayant entraîné la mise à jour de l'AMR : 21/10/2022 en page 4 et 17/09/2021 en page 5. A corriger• Une seule et unique AMR pour les deux circuits : A justifier sur la base de la similarité des circuits
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1 b
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose
Prescription contrôlée : Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque

identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR. Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Constats :

Par courriel du 05/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan d'entretien issu de l'Analyse Méthodique des Risques. Le document a été créé en octobre 2018 et la dernière mise à jour date du 29/11/2023.

Le plan d'entretien définit les actions à engager, les procédures associées, la fréquence des actions et l'acteur de l'action.

Une fiche de stratégie de traitement est jointe au plan d'entretien. La stratégie de traitement repose sur un traitement en continu avec deux solutions :

- ODYREF A 55 : anti-tartre, anti-corrosion et biodispersant - dosage cible à 35 g/m³ avec une tolérance entre 30 et 45 g/m³
- ODYCIDE O 372 : biocide oxydant à base de Brome - dosage cible à 40 g/m³ avec une tolérance entre 30 et 50 g/m³

Les caractéristiques physico-chimiques de l'eau à traiter sont présentées dans la fiche de stratégie. Toutefois, comme mentionné au sein du point de contrôle n°1, le plan d'entretien ainsi que la stratégie de traitement n'ont pas été mis à jour suite aux modifications apportées aux installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des constats dressés, il est attendu que l'exploitant mette à jour sous un délai de deux mois son Analyse Méthodique des Risques, son plan d'entretien, son plan de surveillance et sa stratégie de traitement et qu'il tienne informée mensuellement l'inspection des installations classées de l'état d'avancement des actions correctives qui seront définies avec l'appui du nouveau prestataire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1 b

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose

Prescription contrôlée :

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Constats :

Par courriel du 05/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan de surveillance issu de l'Analyse Méthodique des Risques. Le document a été créé en octobre 2018 et la dernière mise à jour date du 29/11/2023.

Le plan de surveillance dresse un inventaire des surveillances à effectuer, leurs fréquences et l'acteur de la surveillance. Toutefois, il est mentionné la surveillance d'indicateurs physico-chimiques pour laquelle une procédure est associée "Indicateurs d'autosurveillance". L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir cette procédure ni d'explicitier les détails de la surveillance associée. Des indicateurs physico-chimiques sont mentionnés au sein de la fiche de stratégie de traitement (TH, TAC, conductivité, Brome, Fer). Ces indicateurs sont associés à des valeurs cibles, d'alertes et d'actions. Une fréquence hebdomadaire à la charge de la société Vandemoortele est renseignée dans le plan de surveillance. Toutefois, aucun détail par indicateur n'est renseigné.

Lors de la visite des installations, il a été constaté la conductivité de l'eau des installations est surveillée en continu.

Enfin, comme mentionné au sein du point de contrôle n°1, le plan de surveillance n'a pas été mis à jour suite aux modifications apportées aux installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des constats dressés, il est attendu que l'exploitant mette à jour sous un délai de deux mois son Analyse Méthodique des Risques, son plan d'entretien, son plan de surveillance et sa stratégie de traitement et qu'il tienne informée mensuellement l'inspection des installations classées de l'état d'avancement des actions correctives qui seront définies avec l'appui du nouveau prestataire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Nettoyage préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2 c

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose

Prescription contrôlée :

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.

Constats :

Par courriel du 05/09/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les derniers rapports d'intervention relatifs au nettoyage des installations. L'intervention a été réalisée par la société ATMOSPHEO le 30 avril 2024.

Un nouveau nettoyage des installations a été réalisé le 07/09/2024 compte tenu des dépassements successifs en *Legionella pneumophila*.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Analyse légio : fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention risque légionellose

Prescription contrôlée :

a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*
La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella pneumophila* est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. [...]

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.

Constats :

Après examen des déclarations effectuées sur l'application GIDAF par l'exploitant sur la période de septembre 2023 à août 2024, l'inspection des installations classées constate le respect de la fréquence de surveillance, à savoir mensuelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Point 7.2 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes :

- DCO : 100 mg/l
- Azote global : 20 mg/l
- Phosphore total : 2 mg/l
- MEST : 50 mg/l
- DBO5 : 100 mg/l

Dispositions reprises dans le courrier préfectoral du 23 novembre 2023 actant le réexamen des activités de l'établissement vis-à-vis des Meilleures Techniques Disponibles définies par le BREF FDM.

Constats :

En application des dispositions de l'arrêté préfectoral du 10/10/2013, l'exploitant réalise une autosurveillance de la qualité de ses rejets en sortie de station d'épuration. L'exploitant déclare sous l'application GIDAF ses résultats d'autosurveillance de la qualité de ses eaux traitées en sortie de la station d'épuration.

Une extraction des résultats en concentration et en flux a été réalisée sur la période de février 2024 à juillet 2024. La consultation de ces données met notamment en évidence la non-conformité des rejets pour les paramètres suivants :

- Concentration en MES : Pourcentage du nombre de dépassements de la valeur limite journalière de 50 mg/l supérieur à 10 % sur la période de février à juillet 2024 (23 %) et 17 dépassements du plus du double de la valeur limite journalière ;
- Concentration en DCO : Pourcentage du nombre de dépassements de la valeur limite journalière de 100 mg/l supérieur à 10 % sur la période de février à juillet 2024 (12,1 %) et 10 dépassements du plus du double de la valeur limite journalière ;
- Concentration en Phosphore total : Pourcentage du nombre de dépassements de la valeur limite journalière de 2 mg/l supérieur à 10 % sur la période de février à juillet 2024 (10,9 %) et 2 dépassements du plus du double de la valeur limite journalière ;
- Concentration en Azote global (NGL) : 1 dépassement du plus du double de la valeur limite journalière fixée à 20 mg/l.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare avoir réalisé des optimisations de

<p>fonctionnement de la station d'épuration sans toutefois parvenir à respecter les valeurs limites d'émission en macropolluants. L'exploitant admet que les capacités de la station d'épuration dans sa configuration actuelle sont insuffisantes pour garantir de manière pérenne le respect des Valeurs Limites d'Emissions définies par les Meilleures Techniques Disponibles.</p> <p>Ces dépassements constituent une non-conformité majeure et un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 8 : Surveillance des substances dangereuses dans l'eau (Micropolluants)

Référence réglementaire : Lettre du 12/05/2021, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En réponse à notre courrier du 24 août 2018 relatif aux évolutions réglementaires introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017, vous m'avez adressé, par courrier du 21 novembre 2019 et par courriel du 7 janvier 2021, votre proposition de programme de surveillance des rejets aqueux pour l'établissement que vous exploitez à Neuville-sur-Sarthe.</p> <p>L'analyse de votre proposition conduit in fine à la définition du programme de surveillance des rejets aqueux détaillé dans le tableau en annexe du présent courrier, qui synthétise vos propositions, la surveillance à mettre en œuvre compte tenu des dispositions réglementaires applicables, ainsi que les remarques éventuelles de l'inspection.</p> <p>Ces dispositions seront intégrées dans votre arrêté d'autorisation à l'occasion d'une prochaine modification de l'arrêté. Dans l'attente, votre programme d'autosurveillance est à mettre à jour selon ce tableau et pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection de votre établissement.</p> <p>Cette surveillance est réalisée sous votre responsabilité. Le suivi d'autres substances que celles mentionnées dans le tableau du présent courrier reste également de votre responsabilité, notamment pour justifier l'absence d'une substance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément aux dispositions réglementaires, l'exploitant déclare ses résultats d'autosurveillance de la qualité de ses rejets aqueux sur l'application GIDAF dont le cadre de surveillance a été actualisé suite à la transmission du courrier du 12 mai 2021. Une extraction des données de GIDAF sur la période de septembre 2022 à août 2024 a été éditée.</p> <p><u>Cas de micropolluants:</u></p> <p>L'examen des données sur cette période met en évidence le respect des fréquences de mesure pour les paramètres suivants : Chlorures, Chrome, Cuivre, Nickel, Zinc, AOX, Hydrocarbures totaux, Cadmium, Plomb et Arsenic.</p> <p>La fréquence de mesure n'a pas été respectée pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • SEH : semestrielle (dernière mesure datant d'août 2023) • Mercure : annuelle (dernière mesure datant de Décembre 2022) • Nonylphénols : annuelle (dernière mesure datant de Décembre 2022)

A corriger.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

